



AMBASSADE DE SUISSE
EN RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE

ALGER, le 8 décembre 1969.

27, Bld Zirout Youcef
Téléphone 63.39.02 et 63.83.12
Chèques postaux N° 53-89

an	Ref.:	Ru	551.0	GR/SD		ala
Datum	12/12					
Visa	ge					
EPD		12. Dez. 1969				
Ref.		p. B. 15. 21. Alg.				

CONFIDENTIELLE

A la Division des Affaires Politiques
du Département Politique Fédéral,

B e r n e .

rapports algéro-suisse
dans le contexte de la
politique algérienne.

Monsieur l'Ambassadeur,

La tension que nous connaissons en ce moment et qui va encore se poursuivre doit se placer, pour être comprise, dans le contexte plus vaste de la politique algérienne. L'Algérie aujourd'hui cherche à s'affirmer non seulement dans le bassin méditerranéen mais aussi dans le monde arabe et en Afrique. Fière et forte de sa longue lutte d'indépendance, l'Algérie aime à se poser en champion des mouvements de libération. L'appui aux Palestiniens est pour elle un devoir moral, mais aussi une plateforme politique dont elle espère récolter du prestige et une position consolidée.

Aussi tous les événements de ces dernières semaines dans nos rapports avec Alger sont un peu comme ces fantasias des bédouins du désert : beaucoup de bruit et de poussière mais les armes sont chargées à blanc. La seule chose qui m'a paru plus sérieuse fut l'incendie de Berne qui, arrivant bien à propos, donna beaucoup plus de crédibilité aux démarches algériennes et leur servit de détonateur. Pour l'Algérie, le sort des trois Palestiniens de Winterthur n'est pas un souci majeur. Ce qui lui importe, c'est que son nom soit constamment associé à leur défense et que de tous les pays arabes elle ait été celui qui se soit le plus exposé pour eux. En soutenant la lutte des Palestiniens au lieu de préconiser soit un règlement pacifique du conflit israélo-arabe, soit un renforcement des armées arabes pour une éventuelle revanche, l'Algérie espère, en défendant sa thèse extrême, remplacer peu à peu la RAU dans son rôle de chef de file. En outre, l'Algérie, par sa propre expérience, estime que l'indépendance ne s'acquiert que par la résistance intérieure et la division des pays arabes sur ce point va une fois de plus être le centre des discussions du sommet de Rabat le 20 décembre. Autour de ces débats, dont plusieurs aspects resteront académiques,

- 2 -

se jouera une autre lutte très serrée entre l'Algérie et la RAU pour rallier à elle les nations encore hésitantes. Alger vient de monter toute une offensive pour assurer à ses côtés la présence de la jeune Libye. Dans ce pays, en effet, l'influence égyptienne se fait plus insistante et risque d'unir plus étroitement Tripoli et Le Caire. Ce rapprochement compromettrait ainsi le désir algérien d'inclure la Libye dans son idée du Maghreb. Alger, après avoir tout fait pour y rattacher à l'ouest la Mauritanie, n'accepterait pas volontiers une défection à l'est, à plus forte raison si elle se faisait au bénéfice de Nasser.

Au sommet de Rabat, l'Algérie pourra légitimement faire état de ses efforts envers les Palestiniens. Sa voix aura un certain poids dans les discussions quant à l'appui futur à leur donner. M. Bouteflika déploie, en prévision de cette rencontre, une très vive activité. Après la Mauritanie, il se rend en Libye et, en rentrant, il s'arrêtera à Tunis où, en dehors de questions bilatérales, le sommet arabe pourrait être abordé. Quelques concessions réciproques ne sont pas exclues, d'autant plus que les rapports algéro-marocains risquent de connaître de nouveaux orages à la suite du désir d'Alger exprimé un peu trop clairement d'avoir son mot à dire quant au sort du Sahara espagnol.

Vue sous cet angle plus général, l'attitude algérienne à notre égard s'explique, si elle ne se justifie pas. L'occasion était trop belle pour qu'on n'en profite pas ici. Mais on en a vu les limites et les dimensions. De notre côté, nous devrions éviter, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, de lui donner de trop vastes proportions et nous laisser entraîner à une escalade. Paradoxalement, la façon dont s'est déroulée l'enquête de Kloten a rendu service à l'Algérie dans sa politique palestinienne et, sans l'avouer ouvertement, on nous en est reconnaissant. C'est dans cette optique qu'il faut considérer les démarches algériennes auprès de nous et auprès des Nations Unies. Toutes les réponses et explications que nous pourrions donner n'auront à Alger aucune valeur et ne modifieront pas l'attitude du gouvernement. Ce qui importe ici, c'est le fait d'avoir entrepris ces démarches. Nous avons intérêt, à mon avis, à jouer le jeu, tout en sachant qu'il s'y glisse parfois une fausse carte.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse :